

PRÉFET DE L'OISE

**Arrêté abrogeant l'arrêté de mise en demeure du 26 septembre 2018
concernant la société ARTIC LONGUEIL
Commune de Longueil-Sainte-Marie**

LE PRÉFET DE L'OISE

Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, et notamment les livres V des parties législatives et réglementaire relatifs aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;

Vu le décret du 11 octobre 2017 portant nomination de M. Louis Le Franc, préfet de l'Oise ;

Vu l'ensemble des actes administratifs applicables à la société ARTIC LONGUEIL l'autorisant à exploiter une plate-forme logistique sur la commune de Longueil-Sainte-Marie et en particulier l'arrêté préfectoral complémentaire du 29 septembre 2003 ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Vu l'article III.7-1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 septembre 2003 susvisé qui prévoit :

*« Les moyens de lutte et d'intervention contre l'incendie sont **conformes** aux normes en vigueur et comprennent au minimum :*

- une installation d'extinction automatique alimentée par deux cuves de capacité minimale 720 m³ chacune. L'installation d'extinction automatique comporte des réseaux intermédiaires si la hauteur d'entreposage dépasse 8 mètres. Toutefois, une installation automatique d'extinction de type ESFR (Early Suppression Fast Response) peut être utilisée sans réseau intermédiaire lorsque la hauteur d'entreposage dépasse 8 m, sous réserve du respect des recommandations de l'APSAD (Assemblée Plénière des Sociétés d'Assurances Dommages). » ;

Vu l'article III.2-3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 septembre 2003 susvisé qui prévoit :

« L'exploitant dispose, sur le site et avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail.

Ces documents sont tenus en permanence, de manière facilement accessible, à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. » ;

Vu l'arrêté préfectoral du 26 septembre 2018 mettant en demeure la société ARTIC LONGUEIL de respecter les dispositions de l'article III-2-3 et III-7-1 de l'arrêté préfectoral du 29 septembre 2003 pour son site de Longueil-Sainte-Marie en levant l'ensemble des non-conformités de son installation de sprinklage et en mettant en place une organisation permettant de disposer des fiches de sécurité des matières dangereuses stockées sur le site ;

Vu l'arrêté préfectoral 10 juillet 2020 portant organisation de la suppléance du Secrétaire Général et portant délégation de signature à M. Michaël Chevrier, Sous-préfet de Clermont ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courriel du 18 juin 2020 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Considérant que la levée de réserves a été validée par le Centre National de Prévention et de Protection (CNPP) ;

Considérant que l'exploitant a remis à l'inspection des installations classées un ensemble de fiches de données de sécurité concernant des produits d'entretien consultables à partir d'un fichier informatique ;

Considérant par conséquent que l'exploitant a effectué les travaux nécessaires prescrits dans la mise en demeure susvisée et que cette dernière peut être levée ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires de l'Oise,

ARRÊTE

Article 1^{er} :

L'arrêté préfectoral de mise en demeure du 26 septembre 2018 pris à l'encontre de la société ARTIC LONGUEIL, sise à Longueil-Sainte-Marie, est abrogé.

Article 2 :

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80000 Amiens dans un délai de 2 mois à compter de la date de notification.

Le tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application informatique télerecours citoyen accessible sur le site internet www.telerecours.fr.

Article 3 :

Un extrait du présent arrêté est affiché en mairie de Longueil-Sainte-Marie pendant une durée minimum d'un mois et une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie pour être mise à disposition de toute personne intéressée.

Le maire de Longueil-Sainte-Marie fait connaître, par procès-verbal adressé au préfet de l'Oise, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est publié sur le site Internet « Les services de l'État dans l'Oise » à la rubrique installation classée au titre du mois de signature concerné, à savoir :

<http://www.oise.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement/Les-installations-classées/Par-arrêtés>

Article 4 :

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le sous-préfet de Compiègne, le maire de Longueil-Sainte-Marie, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France, le directeur départemental des territoires de l'Oise et l'inspecteur de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le **17 JUL. 2020**

Pour le Préfet et pour délégation
Le Sous-Préfet de Compiègne

MICHAËL CHEVRIER

Destinataires :

Société ARTIC LONGUEIL

Monsieur le sous-préfet de Compiègne

Monsieur le Maire de Longueil-Sainte-Marie

Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France

Monsieur l'Inspecteur de l'environnement s/c de Monsieur le Chef de l'unité départementale Oise de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France